

Corporation Commerciale Canadienne



Rapport financier du Deuxième trimestre de 2018-2019 (non audité)

**Pour l'exercice clos
le 30 septembre 2018**

COMMENTAIRES ET ANALYSE DE LA DIRECTION

BASE DE L'ÉTABLISSEMENT

Cette discussion et analyse ont été préparées conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor et ne constituent pas une discussion et analyse de la direction complète.

La discussion et les analyses qui suivent portent sur les résultats et la situation financière de la Corporation commerciale canadienne pour le trimestre se terminant au 30 septembre 2018 et devraient être lues en parallèle avec les états financiers provisoires condensés non audités et notes afférentes ci-joints ainsi qu'avec le rapport annuel de la Corporation pour l'exercice se terminant au 31 mars 2018.

L'information fournie dans le rapport annuel de la Corporation commerciale canadienne pour l'exercice se terminant au 31 mars 2018 s'applique généralement au trimestre actuel.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

La CCC offre ses services de passation de contrats de gouvernement à gouvernement dans deux secteurs d'activité principaux :

- (1) Affaires commerciales internationales (ACI); et
- (2) Défense et sécurité mondiales (DSM), qui comprend l'administration de l'Accord sur le partage de la production de défense (APPD) entre le Canada et les États-Unis

En plus de ses secteurs d'activité principaux, la CCC accomplit des activités dans le cadre des opérations liées aux services d'approvisionnement et autres priorités du gouvernement du Canada. Ces activités incluent, pour le compte d'Affaires mondiales Canada, l'entretien et l'administration des bureaux de développement commercial établis en Chine et des services d'approvisionnement à des ministères du gouvernement du Canada.

Certains contrats à valeur élevée ont historiquement eu une incidence importante sur les états financiers de la Corporation et entraîné des écarts considérables d'un exercice à l'autre, tant dans l'état de la situation financière que dans l'état du résultat global.

À la fin de 2013-14, le Programme des brigades blindées (PBB), un contrat historique d'une durée de 14 ans et de plusieurs milliards de dollars, a été signé pour l'approvisionnement de véhicules blindés légers, d'équipement, de formation et de services de soutien connexes. Dû à l'ampleur de ce contrat, les activités y étant reliées peuvent causer des variations significatives sur certains postes d'un exercice à l'autre. Les comptes les plus affectés seraient les créances, les créditeurs, les avances versées aux exportateurs canadiens et provenant des acheteurs étrangers et autres, l'avancement des travaux réalisés par des exportateurs canadiens et pour des acheteurs étrangers ainsi que les produits.

Vous trouverez ci-après une analyse des faits saillants financiers de la CCC pour la période de trois et six mois se terminant le 30 septembre 2018.

Prendre note que les résultats financiers figurant dans les commentaires et analyse de la direction sont arrondis au million près, tandis que les pourcentages connexes sont calculés en fonction de chiffres arrondis au millier près, ce qui peut entraîner des différences causées par l'arrondissement des montants.

ANALYSE DE L'ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

Sommaire - Résultat net (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE				POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE			
	2018	2017	Hausse (Diminution) Du Résultat Net		2018	2017	Hausse (Diminution) Du Résultat Net	
Produits	7,9 \$	5,9 \$	2,0 \$	34%	15,1 \$	12,3 \$	2,8 \$	22%
Charges	(7,0)	(7,5)	0,5	7%	(15,0)	(15,7)	0,7	5%
Résultat net	0,9 \$	(1,6) \$	2,5 \$	> 100%	0,1 \$	(3,4) \$	3,5 \$	> 100%

Pour la période de trois mois se terminant le 30 septembre 2018, la Corporation a enregistré un résultat net positif de 863 mille dollars provenant d'une combinaison de produits plus élevés et de charges réduites. La hausse des produits provient des frais de service supplémentaires comptabilisés durant la période. La diminution des charges administratives, discutée dans la section des charges administratives du rapport, a aussi contribué à la comptabilisation d'un résultat net positif, comparativement au résultat net négatif du deuxième trimestre de l'année précédente. Le résultat net positif pour la période de trois mois se terminant le 30 septembre 2018 est compensé par une perte comptabilisée durant les trois premiers mois de 2018-19 pour un résultat net cumulatif de 145 mille dollars pour la période de six mois.

PRODUITS

Produits (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE				POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE				
	2018	2017	Hausse (Diminution)		2018	2017	Hausse (Diminution)		En % du total 2018
Opérations commerciales - contrats de maître d'oeuvre	673,2 \$	600,6 \$	72,6 \$	12%	1 291,4 \$	1 229,4 \$	62,0 \$	5%	
Moins: Coût des opérations commerciales - contrats de maître d'oeuvre	(673,2)	(600,6)	(72,6)	(12%)	(1 291,4)	(1 229,4)	(62,0)	(5%)	
Frais de service	7,4	5,2	2,2	42%	13,4	11,2	2,2	20%	88%
Autres produits	0,3	0,6	(0,3)	(58%)	1,4	1,0	0,4	34%	9%
Produits financiers, nets	0,2	0,2	-	-	0,2	0,3	(0,1)	(28%)	2%
Gain (Perte) de change	-	(0,1)	0,1	> 100%	0,1	(0,2)	0,3	> 100%	1%
Total des Produits	7,9 \$	5,9 \$	2,0 \$	34%	15,1 \$	12,3 \$	2,8 \$	22%	100%

Pour les trois mois se terminant le 30 septembre 2018, une fois les opérations commerciales compensées par les coûts des opérations commerciales, les produits totaux ont augmenté de 2,0 \$ ou 34 % comparativement aux résultats de l'exercice précédent. Pour la période de six mois, les produits ont augmenté de l'ordre de 2,8 \$ ou 22 % comparativement à la même période l'année précédente. Du total des produits de 15,1 \$ comptabilisés durant la période de six mois, 7,9 \$ ou 52% ont été comptabilisés durant les trois derniers mois de la période se terminant le 30 septembre

2018. L'augmentation des produits au cours de la période de six mois, comparativement à l'année précédente, provient principalement de l'augmentation des frais de service, discutée en détails dans la section des frais de service du rapport, en plus d'autres produits et de gains de change réalisés.

Dans le cours normal des affaires, la Corporation obtient des rabais, de la part des exportateurs Canadiens, pour paiements anticipés faits avant de recevoir les fonds d'acheteurs étrangers. Les paiements anticipés sont faits selon les termes et conditions des ententes. Ces rabais constituent une source de produits comptabilisés sous les autres produits. Les montants des paiements anticipés fournis aux exportateurs Canadiens peuvent fluctuer d'une période à l'autre.

Opérations commerciales

Opérations commerciales (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE				POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE				
	2018	2017	Hausse (Diminution)		2018	2017	Hausse (Diminution)		En % du total 2018
DSM:									
APPD	165,8 \$	196,0 \$	(30,2) \$	(15%)	327,5 \$	366,7 \$	(39,2) \$	(11%)	25%
DSM non liées à l'APPD	349,1	293,2	55,9	19%	678,0	626,4	51,6	8%	53%
Total DSM	514,9 \$	489,2 \$	25,7 \$	5%	1 005,5 \$	993,1 \$	12,4 \$	1%	78%
ACI	158,3	111,4	46,9	42%	285,9	236,3	49,6	21%	22%
Total des Opérations commerciales	673,2 \$	600,6 \$	72,6 \$	12%	1 291,4 \$	1 229,4 \$	62,0 \$	5%	100%

La somme constatée au titre des opérations commerciales reflète la valeur des biens livrés, des services rendus ou de l'avancement des travaux réalisés durant l'exercice. Puisque la CCC agit comme intermédiaire commercial international, les produits tirés des opérations commerciales liées aux contrats de maître d'œuvre sont entièrement compensés par les coûts de ces mêmes opérations.

Pour la période de trois mois se terminant le 30 septembre 2018, la CCC a généré des opérations commerciales additionnelles de l'ordre de 72,6 \$ ou 12 % comparativement à la même période l'année précédente. Le total des opérations commerciales comptabilisées durant les premiers six mois de 2018-19 est de 1,29 milliard de dollars, dont 52,1 % ont été comptabilisées au cours des trois derniers mois. L'augmentation globale des opérations commerciales de 62,0 \$ ou 5 % pour les six derniers mois comparativement à la même période de l'année précédente s'explique par plusieurs éléments.

Au cours des six premiers mois de l'année, le secteur d'activité visé par l'APPD a enregistré une baisse de 39,2 \$ ou 11 % comparativement à l'année précédente. De cette baisse, 30,2 \$ ou 77 % est survenu dans les trois derniers mois et est attribuable principalement à des projets avec le département de la Défense des États-Unis, incluant des projets de véhicules blindés légers. Ce type de variation est considérée normale dans le cycle de livraisons pour ce secteur d'activité et la Corporation n'anticipe pas une incidence importante sur le résultat annuel. Pour les périodes de trois et six mois courantes, l'augmentation des activités dans les secteurs DSM non reliés à l'APPD et ACI provient de plusieurs projets. Le programme de passation de contrats à Cuba a subi une baisse de 11,3 \$ et 23,5 \$ pour les périodes de trois et six mois respectivement. Cette baisse est directement liée à des changements dans les plans d'achats des secteurs du tourisme et du sucre de

Cuba. Plusieurs autres projets ont compensé cette réduction et contribué à l'augmentation globale des opérations commerciales. Entre autres, l'expansion et la réhabilitation d'un aéroport aux Bermudes (30,1 \$), plusieurs projets en aérospatiale, incluant la livraison d'hélicoptères à usage multiple au Monténégro (42,7 \$), la construction d'un quai pour navires de croisière à St-Kitts (16,0 \$) et un accroissement des ventes de potasse au Bangladesh (5,3 \$).

Frais de service

Frais de service (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE				POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE				
	2018	2017	Hausse (Diminution)		2018	2017	Hausse (Diminution)		En % du total 2018
DSM:									
DSM non liées à l'APPD	3,6 \$	2,4 \$	1,2 \$	46%	6,4 \$	5,3 \$	1,1 \$	19%	47%
Total DSM	3,6 \$	2,4 \$	1,2 \$	46%	6,4 \$	5,3 \$	1,1 \$	19%	47%
ACI	2,6	1,5	1,1	78%	4,9	3,4	1,5	44%	37%
Approvisionnements et autres priorités du Gouvernement du Canada	1,2	1,3	(0,1)	(5%)	2,1	2,5	(0,4)	(13%)	16%
Total des Frais de service	7,4 \$	5,2 \$	2,2 \$	42%	13,4 \$	11,2 \$	2,2 \$	20%	100%

La Corporation perçoit des frais de service dans ses secteurs d'activité DSM non liées à l'APPD, de l'ACI et d'autres services, lesquels correspondent habituellement à un pourcentage de la valeur aux contrats. Les taux de rémunération pour les services fournis ou les frais de service sont négociés spécifiquement sur chaque contrat. Les frais de service tirés d'opérations commerciales liées à des contrats de maître d'œuvre et à des ententes de services d'approvisionnement internationaux sont comptabilisés dans les produits au moment où les opérations commerciales et les ententes s'y rapportant sont reconnues. Les frais de service liés à d'autres activités internationales et nationales sont comptabilisés dans les produits lorsque les services ont été rendus. La CCC ne perçoit pas de frais de service pour son programme lié à l'APPD, tel que prescrit par l'entente. En plus des frais de service perçus dans le cadre des activités principales provenant du secteur d'activité DSM non liées à l'APPD, la CCC perçoit des frais de service pour couvrir ses dépenses dans le cadre des opérations liées aux services d'approvisionnement et aux autres initiatives -des ministères et des agences du gouvernement du Canada.

Pour les périodes de trois et six mois se terminant le 30 septembre 2018, les frais de service perçus ont augmenté de 2,2 \$ comparativement à l'année précédente. Cette augmentation s'est complètement matérialisée au cours des trois derniers mois. L'augmentation des frais de service provient principalement des secteurs de l'aérospatiale et de l'infrastructure. Les principaux contrats en aérospatiale ayant contribué à cette hausse incluent un système de télécommunication au Panama et des hélicoptères à usage multiple au Monténégro, pour une contribution totale à l'augmentation des frais de service de 1,0 \$. Les projets en infrastructure ayant la plus grande incidence sur l'augmentation des frais de service incluent la réhabilitation d'un stade de football au Cameroun (0,8 \$), l'expansion et la réhabilitation d'un aéroport aux Bermudes (0,7 \$) et la construction d'un complexe de stationnement dans un port du Ghana (0,1 \$). Certains projets ont compensé ces activités en enregistrant une baisse d'activité. Entre autre, le programme de passation de contrats à Cuba (0,7 \$) et l'abandon de projets avec services partagés Canada (0,3 \$).

Bien que le PBB continue d'apporter une contribution importante aux frais de service de la Corporation, les frais générés sont stables et sont comparables à la période comparative de l'année précédente

CHARGES

Charges (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE				POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE				
	2018	2017	Hausse (Diminution)		2018	2017	Hausse (Diminution)	En % du total 2018	
Frais d'administration									
Rémunération du personnel et charges connexes	4,9 \$	5,0 \$	(0,2) \$	(3%)	10,1 \$	10,2 \$	(0,1) \$	(2%)	66%
Services de gestion des contrats	0,7	0,7	(0,0)	(2%)	1,3	1,4	(0,1)	(2%)	9%
Frais de déplacement et accueil	0,4	0,4	(0,0)	(4%)	0,9	0,9	0,0	9%	6%
Loyer et frais connexes	0,4	0,5	(0,1)	(27%)	0,8	0,9	(0,1)	(12%)	5%
Consultants	0,3	0,5	(0,2)	(36%)	0,7	1,0	(0,3)	(28%)	5%
Logiciels, matériel informatique et soutien	0,1	0,1	0,0	3%	0,5	0,5	(0,0)	(5%)	3%
Communications	0,1	0,1	(0,0)	(28%)	0,2	0,3	(0,1)	(19%)	2%
Amortissement	0,1	0,1	-	-	0,2	0,2	0,0	2%	2%
Autres charges	0,1	0,1	0,0	1%	0,3	0,4	(0,1)	(33%)	2%
Total des Charges	7,0 \$	7,5 \$	(0,5) \$	(7%)	15,0 \$	15,7 \$	(0,7) \$	(5%)	100%

Frais d'administration

Pour la période de six mois se terminant le 30 septembre 2018, les charges ont diminué de 0,7 \$ ou 5 % comparativement à celles de la même période de l'année précédente. De cette diminution des charges, 0,5 \$ s'est produite dans les trois derniers mois de la période. La diminution de 5 % des charges administratives provient principalement de réduction de personnel et charges connexes, consultants et charges de communications.

Dépenses de remédiation des contrats

Les dépenses de remédiation des contrats sont enregistrées lorsque les montants réels sont engagés ou lorsqu'ils peuvent être raisonnablement déterminés. Pour les trois et six mois se terminant le 30 septembre 2018, aucune dépense de remédiation des contrats n'a été enregistrée. Ce résultat témoigne des solides pratiques de la CCC en matière de gestion des contrats et de gestion du risque d'entreprise (GRE).

SERVICES D'APPROVISIONNEMENT À L'APPUI DES PROGRAMMES D'AIDE INTERNATIONAUX DU GOUVERNEMENT

Opérations liées aux services d'approvisionnement (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE				POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE			
	2018	2017	Hausse (Diminution)		2018	2017	Hausse (Diminution)	
Opérations liées aux services d'approvisionnement	5,4 \$	10,5 \$	(5,1) \$	(48%)	8,2 \$	15,5 \$	(7,3) \$	(47%)
Moins : Coût des opérations liées aux services d'approvisionnement	(5,4)	(10,5)	5,1	48%	(8,2)	(15,5)	7,3	47%
	- \$	- \$	- \$	-	- \$	- \$	- \$	-

Les services d'approvisionnement, généralement à l'appui des programmes d'aide internationaux, représentent des opérations pour lesquelles la Corporation ne fournit pas ses services à titre de maître d'œuvre. La Corporation remplit plutôt le rôle d'agent pour le compte d'Affaires mondiales Canada conformément à un protocole d'entente.

La CCC a aussi conclu des ententes de services d'approvisionnement avec le Conseil national de recherches Canada (CNRC) et le ministère de la Défense nationale (MDN). Pour les périodes de trois et six mois se terminant le 30 septembre 2018, la diminution des activités est considérée comme une fluctuation normale dans l'exécution de divers projets. Plusieurs projets complétés dans ce secteur d'activité tels des contrats en Jordanie, au Nigéria, au Mexique et au Moyen Orient, expliquent la réduction des opérations liées aux services d'approvisionnement.

ANALYSE DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

SOMMAIRE

Sommaire - État de la situation financière (en millions de dollars)	EN DATE DU			
	30 septembre 2018	31 mars 2018	Hausse (Diminution)	
Actif	8 341,7 \$	7 135,2 \$	1 206,5 \$	17%
Passif	8 318,0 \$	7 111,6 \$	1 206,4 \$	17%
Capitaux propres :				
Surplus d'apport	10,0	10,0	-	-
Bénéfices non répartis	13,7	13,6	0,1	1%
Total des Capitaux propres	23,7 \$	23,6 \$	0,1 \$	1%

À titre d'intermédiaire commercial international, les éléments d'actif de la CCC qui sont liés au commerce sont compensés par des éléments de passif équivalents. Par conséquent, les créances, les avances aux exportateurs canadiens et l'avancement des travaux réalisés par les exportateurs canadiens sont normalement compensés par les créditeurs et les charges à payer, les avances des acheteurs étrangers et autres ainsi que par l'avancement des travaux réalisés pour les acheteurs

étrangers, respectivement. L'augmentation des bénéfices non répartis découle directement des résultats comptabilisés dans les premiers six mois de l'année financière 2018-19.

ACTIFS

Actifs (en millions de dollars)	EN DATE DU				
	30 septembre 2018	31 mars 2018	Hausse (Diminution)	En % du total	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	62,8 \$	43,4 \$	19,4 \$	45%	1%
Créances	1 860,7	1 212,7	648,0	53%	22%
Avances aux exportateurs canadiens	139,2	144,3	(5,1)	(4%)	2%
Avancement des travaux par les exportateurs canadiens	6 276,1	5 731,7	544,4	9%	75%
Immobilisations corporelles	2,9	3,1	(0,2)	(7%)	< 1%
Total des Actifs	8 341,7 \$	7 135,2 \$	1 206,5 \$	17%	100%

La hausse nette des actifs, comparativement au 31 mars 2018, est principalement attribuable à l'augmentation des créances et de l'avancement des travaux en lien avec le PBB. Comme ce contrat important entre maintenant dans les phases de livraisons, une augmentation des activités est anticipée. Les livraisons sur le contrat du PBB sont typiquement pour des montants importants, ayant une incidence notable sur les soldes des créances, créditeurs et charges à payer et l'avancement des travaux.

PASSIFS

Passifs (en millions de dollars)	EN DATE DU				
	30 septembre 2018	31 mars 2018	Hausse (Diminution)	En % du total	
Créditeurs et charges à payer	1 849,7 \$	1 191,4 \$	658,3 \$	55%	23%
Avances des acheteurs étrangers et autres	187,1	183,4	3,7	2%	2%
Avancement des travaux pour les acheteurs étrangers	6 276,1	5 731,7	544,4	9%	75%
Avantages incitatifs à la location différés	3,5	3,6	(0,1)	(4%)	< 1%
Avantages du personnel	1,6	1,5	0,1	6%	< 1%
Total des Passifs	8 318,0 \$	7 111,6 \$	1 206,4 \$	17%	100%

L'augmentation nette des passifs comparativement au 31 mars 2018 s'explique par l'augmentation des créditeurs et charges à payer ainsi que par l'augmentation de l'avancement des travaux pour les acheteurs étrangers. Le changement net du total des passifs découle directement des changements des actifs discutés précédemment, reflétant le modèle d'affaires adossé de la Corporation.

OPÉRATIONS IMPORTANTES TOUCHANT LES ACTIFS ET LES PASSIFS

Étant donné la nature adossée des contrats de la CCC avec les acheteurs étrangers et les exportateurs canadiens, les changements des actifs et des passifs sont étroitement liés et se compensent généralement.

Les augmentations de la valeur des créances et des créditeurs et charges à payer par rapport au 31 mars 2018 sont principalement attribuables à la comptabilisation de produits à recevoir et de charges à payer pour des transactions découlant du contrat lié au PBB afin de refléter l'avancement des travaux réalisés durant les premiers six mois de l'année.

Du montant total de l'avancement des travaux par les exportateurs canadiens et pour les acheteurs étrangers, une somme de 6,1 milliards de dollars ou 98 %, découle de l'avancement continu des travaux dans le cadre du contrat PBB.

Du total des avances des acheteurs étrangers et autres et des avances aux exportateurs canadiens, 82 % est attribuable à quatre projets: un projet en aérospatiale pour des hélicoptères au Pérou, la construction d'un complexe de stationnement au Ghana, la réhabilitation d'un stade de soccer au Cameroun et plusieurs initiatives dans la ligne des opérations liées aux services d'approvisionnement au nom d'entités gouvernementales Canadiennes.

Du total de 187,1 \$ des avances des acheteurs étrangers et autres, 139,2 \$ ou 74 % ont été transférées aux exportateurs canadiens. Les avances ne font pas partie des dispositions des contrats liés à l'APPD. Dans le cas de certains contrats de DSM non liés à l'APPD, la CCC peut retenir une partie des avances faites par les acheteurs étrangers comme mesure de gestion du risque. Ces avances sont transférées aux exportateurs canadiens, lorsque ceux-ci ont satisfait leurs obligations contractuelles. De plus, la CCC perçoit des avances liées aux services d'approvisionnement pour des ministères du gouvernement du Canada avant de déboursier les montants pour l'approvisionnement. Cette pratique peut produire des variations de ce poste d'une période à l'autre en raison de différences ponctuelles dans la collecte et le déboursement des avances.

ANALYSE DE L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Sommaire des flux de trésorerie (en millions de dollars)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE			POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE			
	2018	2017	Hausse (Diminution)	2018	2017	Hausse (Diminution)	En % du total 2018
Activités d'exploitation	39,2 \$	(37,8) \$	77,0 \$ > 100%	19,7 \$	(36,5) \$	56,2 \$ > 100%	101%
Activités d'investissement	-	-	-	-	(0,1)	0,1	100%
Effet des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	0,8	(1,0)	1,8 > 100%	(0,2)	(1,8)	1,6	88%
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	40,0 \$	(38,8) \$	78,8 \$ > 100%	19,5 \$	(38,4) \$	57,9 \$ > 100%	100%

Dans le cadre du programme de l'APPD, la Corporation paie généralement les exportateurs canadiens dans les trente jours suivant la réception d'une facture et des pièces justificatives

connexes, conformément aux modalités des contrats. Elle doit donc à l'occasion utiliser sa propre trésorerie pour payer les exportateurs canadiens le 30^e jour et financer ses créances lorsqu'il y a des retards dans le recouvrement et que le paiement n'est reçu de l'acheteur, aux termes de l'APPD, qu'après le délai de trente jours. Dans le cas de certains contrats (qui ne font habituellement pas partie du programme APPD), la Corporation paie les exportateurs canadiens dans un délai de cinq jours ouvrables, suite à la réception du paiement de l'acheteur étranger. Selon le moment des entrées de fonds par rapport aux paiements, ces transactions peuvent s'étendre sur plus d'une période de référence, de sorte que l'on peut observer une variation des flux de trésorerie d'une période à l'autre. Dans les cas visés, la trésorerie est versée à la Corporation à la fin d'une période jusqu'à ce que le paiement soit fait à l'exportateur canadien, conformément aux termes du contrat, tôt dans la période suivante.

L'augmentation de trésorerie est principalement liée aux activités d'exploitation et aux effets des fluctuations des taux de change sur la trésorerie. L'augmentation de la trésorerie liée aux activités d'exploitation pour les périodes de trois et six mois provient principalement du renflouement de trésorerie ayant été utilisée pour paiements anticipés faits aux exportateurs Canadiens durant l'année comparative précédente.

COMPARAISON DES RÉSULTATS FINANCIERS AVEC LE PLAN D'ENTREPRISE 2018-19 À 2022-23

Le plan d'entreprise 2018-19 à 2022-23 de la CCC n'a pas encore été approuvé par le gouvernement du Canada.

État du résultat global (en millions de dollars)	POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE 2018			
	Montant réel	Plan d'entreprise	Écart	Écart en %
Produits				
Opérations commerciales -				
contrats de maître d'œuvre	1 291,4 \$	1 135,8 \$	155,6 \$	14%
Moins: coût des opérations commerciales -				
contrats de maître d'œuvre	(1 291,4)	(1 135,8)	(155,6)	-14%
Frais de service	13,4	12,0	1,4	12%
Autres produits	1,4	0,3	1,1	> 100%
Produits financiers, nets	0,2	0,4	(0,2)	-50%
Gain de change	0,1	-	0,1	100%
	15,1	12,7	2,4	19%
Charges				
Frais d'administration	15,0	17,1	(2,1)	-12%
	15,0	17,1	(2,1)	-12%
Services d'approvisionnement à l'appui des programmes d'aide internationaux du gouvernement				
Opérations liées aux services				
d'approvisionnement	8,2	9,6	(1,4)	-15%
Moins: coût des opérations liées aux				
services d'approvisionnement	(8,2)	(9,6)	1,4	15%
	-	-	-	-
Résultat net	0,1 \$	(4,4) \$	4,5 \$	> 100%

L'écart favorable de 4,5 \$ au résultat net lorsque comparé au plan d'entreprise pour la période de six mois se terminant le 30 septembre 2018, provient d'écarts favorables des frais de service (1,4 \$) et des autres produits (1,1 \$) et à des économies réalisées dans les frais d'administration (2,1 \$).

L'écart favorable de 155,6 \$ ou 14 % sur les opérations commerciales provient principalement de report de 159,5 \$ d'avancement des travaux du PBB des exercices précédents et d'écarts défavorables provenant de tous les autres secteurs d'activité et programmes d'une valeur de 3,9 \$.

Les frais de service sont comptabilisés en produits lorsque les travaux prévus aux contrats sont livrés ou terminés. Ces frais sont généralement proportionnels aux opérations commerciales, produisant des résultats similaires. L'écart favorable de 1,4 \$ ou 12 % est principalement

attribuable aux frais de service gagnés sur l'avancement des travaux dans le cadre du programme PBB qui ont été supérieurs au budget.

L'écart favorable de 1,1 \$ dans les autres produits provient d'une augmentation des rabais obtenus pour paiements anticipés faits aux exportateurs Canadiens.

La Corporation contrôle ses gains et ses pertes de change en surveillant ses soldes en monnaies étrangères et en conservant ces derniers à des niveaux adéquats pour couvrir ses obligations en monnaies étrangères. Elle n'établit pas de prévisions budgétaires pour gains ou pertes de change. Au 30 septembre 2018, la Corporation détenait des monnaies en Euros (EUR), renminbis chinois (CNY) et en dollars américains (USD) dans plusieurs comptes bancaires. Les montants en Euros et renminbis chinois exposés à un risque de change étaient négligeables tandis que le montant de 2,7 \$ en dollars américains exposé au risque de change représente approximativement 0,04 % des actifs en dollars américains de la Corporation.

Les frais d'administration sont payés principalement en dollars canadiens et ne sont donc pas touchés par les fluctuations du taux de change. L'écart favorable de 2,1 \$ attribuable aux frais d'administration s'explique principalement par des économies liées à des postes vacants durant la période de six mois se terminant le 30 septembre 2018.

COMMENTAIRES SUR LE PLAN D'ENTREPRISE POUR 2018-19

Le plan d'entreprise de 2018-19 à 2022-23 de la CCC n'a pas encore été approuvé par le gouvernement du Canada.

Les résultats nets devraient croître et cette croissance proviendra principalement de projets signés au cours de 2017-18 ainsi que de contrats qui devraient être signés au cours de 2018-19 dans les secteurs d'activités ACI et DSM. L'augmentation du nombre de contrats signés reflète une sensibilisation accrue à la proposition de valeur de la CCC, résultant des investissements de la Corporation dans le développement des affaires dans des marchés clés pour ses cinq secteurs cibles :

- Aérospatiale civile ;
- Technologies propres, énergie et environnement ;
- Construction et infrastructure ;
- Technologies de l'information et des communications et sécurité ; et
- Défense

Les frais d'administration provenant des catégories suivantes devraient aussi augmenter par rapport à ceux présentés pour l'exercice courant :

- Investissement pour des professionnels en gestion des relations afin de supporter la croissance des initiatives de gouvernement à gouvernement à travers les cinq secteurs ciblés ;
- Exigence de voyages accrue afin de sécuriser et gérer de nouveaux contrats ; et
- Augmentation de la rémunération du personnel découlant des négociations collectives et la pleine dotation de main d'œuvre budgétée.

La CCC est confiante que son bas niveau de remédiation de contrats demeurera faible en raison de ses solides pratiques de gestion de risque et de contrats.

ENGAGEMENT DE LA CCC À L'ÉGARD DE LA GESTION DU RISQUE

La CCC gère différents risques en s'efforçant de remplir son mandat, lequel consiste à promouvoir et à faciliter le commerce international pour le compte des exportateurs Canadiens. La stratégie mise en place pour gérer ces risques est expliquée en détail dans le rapport annuel de la Corporation pour l'exercice 2017-2018 et dans le Sommaire du Plan d'entreprise 2018-2019.

La direction continue d'aligner ses efforts en terme de responsabilité sociale des entreprises avec les priorités du gouvernement du Canada. Une collaboration continue avec des parties prenantes au sein du gouvernement assure qu'une approche intégrée et un processus de prise de décision solide sont en place lors de l'évaluation des exportateurs canadiens sur des questions relatives à la subornation et la corruption ainsi que les antécédents des acheteurs étrangers envers les droits de la personne.

Le risque de cyber-attaque est continuellement présent et fait maintenant partie de la réalité du monde des affaires. Durant le dernier exercice, la direction a mis en place plusieurs améliorations à ses systèmes de gestion de l'information afin d'atténuer ce risque. L'approche de la Corporation en gestion du risque de cyber-attaque est en continuelle évolution.

À l'exception de ceux mentionnés ci-haut, aucun autre changement significatif, nouveaux risques ou incertitudes n'ont été cernés au cours de la période de six mois se terminant le 30 septembre 2018 en comparaison avec ceux présentés ou discutés précédemment.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. Elle est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers trimestriels. Ces états financiers trimestriels n'ont pas été audités ou examinés par un vérificateur externe.

À notre connaissance, les états financiers trimestriels non audités donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière et des résultats et flux de trésorerie de la Corporation, à la date donnée et pour la période visée.

Président et
chef de la direction,



Martin Zablocki

Vice-président, Services corporatifs
et chef de la direction financière,



Ernie Briard

Ottawa, Canada
Le 15 Novembre 2018

État de la situation financière (non audité)

Au (en milliers de dollars canadiens)	30 septembre 2018	31 mars 2018
ACTIFS		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	62 813 \$	43 355 \$
Créances (notes 5 et 7)	1 860 825	1 212 712
Avances aux exportateurs canadiens (note 6)	139 154	144 294
Avancement des travaux par les exportateurs canadiens (note 6)	6 276 090	5 731 733
	8 338 882	7 132 094
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	2 870	3 096
	8 341 752 \$	7 135 190 \$
PASSIFS		
Passifs courants		
Créditeurs et charges à payer (notes 5 et 7)	1 849 703 \$	1 191 322 \$
Avances des acheteurs étrangers et autres (note 6)	187 114	183 401
Avancement des travaux pour les acheteurs étrangers (note 6)	6 276 090	5 731 733
Avantages du personnel	206	206
	8 313 113	7 106 662
Passifs non courants		
Avantages incitatifs à la location différés	3 489	3 621
Avantages du personnel	1 434	1 336
	8 318 036	7 111 619
CAPITAUX PROPRES		
Surplus d'apport	10 000	10 000
Bénéfices non répartis	13 716	13 571
	23 716	23 571
	8 341 752 \$	7 135 190 \$

Garanties (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

La publication de ces états financiers a été approuvée le 15 novembre 2018

Président et chef de la direction,



Martin Zablocki

Vice-président, Services corporatifs
et chef de la direction financière,



Ernie Briard

État du résultat global (non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
PRODUITS				
Opérations commerciales				
- contrats de maître d'œuvre (note 9)	673 165 \$	600 618 \$	1 291 353 \$	1 229 447 \$
Moins : coût des opérations commerciales				
- contrats de maître d'œuvre	(673 165)	(600 618)	(1 291 353)	(1 229 447)
Frais de service (note 9)	7 413	5 210	13 430	11 214
Autres produits (note 9)	253	602	1 350	1 010
Produits financiers, nets (note 10)	173	164	231	323
Gain (perte) de change	12	(109)	119	(177)
	7 851	5 867	15 130	12 370
CHARGES				
Frais d'administration (note 11)	6 988	7 538	14 985	15 704
	6 988	7 538	14 985	15 704
SERVICES D'APPROVISIONNEMENT À L'APPUI DES PROGRAMMES D'AIDE INTERNATIONAUX				
Opérations liées aux services				
d'approvisionnement (note 9)	5 408	10 468	8 228	15 470
Moins : coût des opérations liées aux services d'approvisionnement	(5 408)	(10 468)	(8 228)	(15 470)
	-	-	-	-
RÉSULTAT NET	863 \$	(1 671) \$	145 \$	(3 334) \$
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL ÉLÉMENTS QUI NE SERONT PAS RECLASSÉS DANS LE RÉSULTAT NET				
Gain (perte) actuariel(le) sur l'obligation des avantages du personnel	-	-	-	-
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL	863 \$	(1 671) \$	145 \$	(3 334) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des variations des capitaux propres (non audité)

Pour les trois et six mois terminés le 30 septembre 2018 (en milliers de dollars canadiens)	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Total
SOLDE AU 30 JUIN 2018	10 000 \$	12 853 \$	22 853 \$
Résultat net	-	863	863
SOLDE AU 30 SEPTEMBRE 2018	10 000 \$	13 716 \$	23 716 \$
SOLDE AU 31 MARS 2018	10 000 \$	13 571 \$	23 571 \$
Résultat net	-	145	145
SOLDE AU 30 SEPTEMBRE 2018	10 000 \$	13 716 \$	23 716 \$

Pour les trois et six mois terminés le 30 septembre 2017 (en milliers de dollars canadiens)	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Total
SOLDE AU 30 JUIN 2017	10 000 \$	17 251 \$	27 251 \$
Résultat net	-	(1 671)	(1 671)
SOLDE AU 30 SEPTEMBRE 2017	10 000 \$	15 580 \$	25 580 \$
SOLDE AU 31 MARS 2017	10 000 \$	18 914 \$	28 914 \$
Résultat net	-	(3 334)	(3 334)
SOLDE AU 30 SEPTEMBRE 2017	10 000 \$	15 580 \$	25 580 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie (non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois		Pour les six mois	
	terminés le 30 septembre 2018	2017	terminés le 30 septembre 2018	2017
FLUX DE TRÉSORERIE				
LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Résultat net	863 \$	(1 671) \$	145 \$	(3 334) \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation:				
Amortissement	113	113	226	221
Charges pour avantages du personnel	49	50	98	99
Avantages du personnel payés	-	(99)	-	(99)
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(758)	952	216	1 795
Avantages incitatifs à la location différés	(66)	(67)	(132)	(133)
Variation du fonds de roulement provenant des:				
Créances	(257 532)	(321 786)	(648 113)	(623 948)
Avances aux exportateurs canadiens	(4 229)	9 798	5 140	38 775
Créditeurs et charges à payer	285 059	291 607	658 381	596 916
Avances des acheteurs étrangers et autres	15 679	(16 655)	3 713	(46 757)
Rentrée (sorties) de fonds liées aux activités d'exploitation	39 178	(37 758)	19 674	(36 465)
FLUX DE TRÉSORERIE				
LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	-	-	(110)
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement	-	-	-	(110)
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et des équivalents de trésorerie	758	(952)	(216)	(1 795)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de la trésorerie	39 936	(38 710)	19 458	(38 370)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	22 877	76 770	43 355	76 430
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	62 813 \$	38 060 \$	62 813 \$	38 060 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes afférentes aux états financiers

Le 30 septembre 2018

1. Nature, organisation et financement

La Corporation commerciale canadienne (« la Corporation ») a été établie en 1946 en vertu de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* (« Loi »). Étant une société d'État mandataire et appartenant entièrement au gouvernement du Canada, la Corporation est visée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (« LGFP »). Elle est établie au Canada et son siège social se trouve au 350, rue Albert à Ottawa, en Ontario. La Corporation exerce ses activités principalement au Canada et dispose d'une représentation en Asie et en Amérique du Sud.

La Corporation agit comme maître d'œuvre lorsque des gouvernements étrangers, des organisations internationales ou des acheteurs étrangers du secteur privé veulent acheter des produits et services du Canada par l'entremise du gouvernement du Canada. La Corporation conclut des contrats avec ces acheteurs étrangers ainsi que des contrats d'approvisionnement correspondants avec des exportateurs canadiens. De plus, la Corporation conclut des accords de services d'approvisionnement visant à fournir des biens et des services destinés à être utilisés à l'échelle internationale au nom du gouvernement du Canada et de gouvernements étrangers.

Les activités de la Corporation sont financées principalement au moyen des produits générés par les frais de service facturés.

En septembre 2008, la Corporation, de même qu'un certain nombre d'autres sociétés d'État, a fait l'objet d'une instruction (C.P. 2008-1598) en application de l'article 89 de la *LGFP*, intitulée *Décret d'instruction pour les sociétés d'État mères impliquées dans des prêts commerciaux à prendre en considération l'intégrité personnelle de ceux à qui ils prêtent ou offrent des avantages en accord avec la politique du gouvernement pour améliorer la responsabilité et l'intégrité des institutions fédérales*. La Corporation a mis en œuvre l'instruction, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010 et est demeurée en règle avec cette directive depuis.

En juillet 2015, la Corporation a fait l'objet d'une instruction (C.P. 2015-1110) en application de l'article 89 de la *LGFP*, afin d'harmoniser ses pratiques, directives et politiques en matière de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor. Le tout devant se faire de manière cohérente avec les obligations juridiques de la Corporation et la mise en application devant être présentée dans son prochain Plan d'entreprise. La Corporation a mis en œuvre la directive en août 2016 et est demeurée en règle avec cette directive depuis.

La Corporation n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. Normes de présentation

Conformité aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les présents états financiers provisoires condensés ont été préparés conformément à la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Secrétariat du Conseil du Trésor basé sur les conventions comptables des Normes internationales d'information financière (IFRS), adoptées dans les états financiers annuels audités de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2018. Ces états financiers provisoires condensés ne comprennent pas toute l'information requise pour les états financiers complets de l'exercice et doivent être lus en parallèle avec le rapport annuel et les états financiers audités de la Corporation en date du 31 mars 2018.

Tel que permis par la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'états, la direction de la CCC a décidé d'adopter les normes comptables IFRS 15 et IFRS 9 seulement dans les états financiers annuels vérifiés de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2019. Cela donne lieu à une dérogation aux principes comptables généralement reconnus en ce qui concerne l'adoption d'IFRS 15 et IFRS 9, étant donné que les états financiers trimestriels pour la période courante ne reflètent pas l'effet des nouveaux principes comptables.

Base d'évaluation

Les états financiers sont fondés sur la base du coût historique, à l'exception des postes qui suivent, tel que permis par les IFRS et dans la mesure où ils sont importants:

- Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur par le biais du résultat net
- Les passifs liés aux avantages du personnel accumulés relatifs aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés à la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies

Établissement d'estimations et exercice du jugement

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement, établisse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les conventions comptables, sur les montants des actifs et des passifs déclarés, sur l'information à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et charges déclarés au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer de façon notable de ces estimations pouvant avoir un impact significatif sur les montants s'y reliant dans les états financiers.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes font l'objet d'un examen approfondi de façon régulière, en date des états financiers. Tout changement aux estimations est comptabilisé dans les états financiers pour la période où il est constaté et pour les périodes futures si celles-ci sont également visées. La direction a utilisé des estimations pour déterminer la vie utile des immobilisations corporelles, pour comptabiliser les passifs liés aux avantages du personnel, les provisions, les engagements relatifs aux contrats de location et les éventualités, et elle a fait preuve

de jugement pour déterminer si une provision relative aux dépenses de remédiation de contrats devrait être comptabilisée ou divulguée.

Des renseignements sur les domaines où la direction a exercé son jugement et où elle utilise dans une grande mesure des estimations et des hypothèses sont inclus dans la Note 14 – Garanties.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Corporation sont le dollar canadien.

3. Principales conventions comptables

Les principales conventions comptables appliquées dans la préparation des présents états financiers provisoires condensés sont conformes à celles décrites dans les états financiers annuels audités de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2018.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent:

	30 septembre 2018		31 mars 2018	
	Monnaie originale	Dollars canadiens	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars canadiens	31 973	31 973 \$	32 171	32 171 \$
Euros	20 457	30 673	15 809	25 058
Renminbis chinois	2 761	519	1 706	349
Dollars américains	(273)	(352)	(11 039)	(14 223)
		62 813 \$		43 355 \$

Les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie étaient :

	30 septembre 2018	31 mars 2018
Trésorerie	30 912 \$	20 476 \$
Dépôts à préavis	10 126	10 014
Placements à court terme	21 775	12 865
Trésorerie et équivalents de trésorerie	62 813 \$	43 355 \$

Les avances et retenues reçues de acheteurs étrangers et autres qui seront versées aux exportateurs canadiens à des dates ultérieures, conformément aux contrats, totalisaient 53,9 \$ million au 30 septembre 2018 (45,0 \$ million au 31 mars 2018). Lorsque le contrat le prévoit, ces fonds peuvent accumuler des intérêts au crédit de l'exportateur canadien ou de l'acheteur étranger.

5. Créances et créditeurs et charges à payer

Les créances sont fondées sur les conditions normales en commerce international et ne portent habituellement pas d'intérêt. Les créances de la Corporation sont constituées de :

	30 septembre 2018		31 mars 2018
Produits à recevoir	904 045	\$	831 648 \$
Créances	956 780		381 064
	1 860 825	\$	1 212 712 \$

Les créances de la Corporation sont libellées dans les monnaies suivantes :

	30 septembre 2018		31 mars 2018	
	Monnaie originale	Dollars canadiens	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars américains	1 435 679	1 854 179	\$	935 022 1 204 682 \$
Dollars canadiens	8 235	5 220		5 795 5 795
Euros	948	1 421		1 410 2 235
Renminbis chinois	26	5		- -
		1 860 825	\$	1 212 712 \$

Les créditeurs et charges à payer sont exigibles selon les conditions normales du commerce. Les créditeurs et charges à payer de la Corporation sont constitués de :

	30 septembre 2018		31 mars 2018
Charges à payer	906 122	\$	837 967 \$
Créditeurs	940 809		350 501
Produits reportés	2 772		2 854
	1 849 703	\$	1 191 322 \$

Les créiteurs et charges à payer de la Corporation sont libellés dans les monnaies suivantes :

	30 septembre 2018		31 mars 2018	
	Monnaie originale	Dollars canadiens	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars américains	1 421 965	1 836 469 \$	907 207	1 168 845 \$
Dollars canadiens	8 390	8 390	8 641	8 641
Euros	3 229	4 812	8 649	13 708
Renminbis chinois	172	32	623	128
		1 849 703 \$		1 191 322 \$

Les risques de crédit, de marché et de liquidité liés aux créances et créiteurs et aux charges à payer sont divulgués dans la note 7.

6. Avances des acheteurs étrangers et autres, avances aux exportateurs canadiens, avancement des travaux par les exportateurs canadiens et avancement des travaux pour les acheteurs étrangers

Conformément aux modalités des contrats, les avances reçues des acheteurs étrangers et autres avant l'exécution des travaux et les avances payées aux exportateurs canadiens sont réduites lorsque les travaux sont exécutés ou au moment de la livraison et de l'acceptation par l'acheteur étranger dans le cours normal de ses activités. Pour la période de six mois se terminant le 30 septembre 2018, la Corporation a reçu 51 967 \$ en avances des acheteurs étrangers et autres (113 949 \$ au 31 mars 2018). À l'inverse, 27 469 \$ en avances ont été payées aux exportateurs canadiens (44 643 \$ au 31 mars 2018). Les montants d'avances que l'on prévoit comptabiliser dans les produits et les coûts au cours des douze prochains mois sont de 169 609 \$ et 123 945 \$ respectivement (161 433 \$ et 126 710 \$ au 31 mars 2018). Les soldes de 17 505 \$ et 15 209 \$ (21 968 \$ et 17 584 \$ au 31 mars 2018) seront comptabilisés dans plus de douze mois.

Étant donné la nature adossée de passation de contrats de la Corporation avec les acheteurs étrangers et les exportateurs canadiens, les soldes de l'avancement des travaux par les exportateurs canadiens et de l'avancement des travaux pour les acheteurs étrangers sont réduits par des montants égaux et opposés. Les réductions prévues, attribuables à des livraisons au cours des douze prochains mois, sont de 3 365 999 \$ (2 951 585 \$ au 31 mars 2018) et le reste, 2 910 091 \$ (2 780 148 \$ au 31 mars 2018), sera livré dans plus de douze mois.

7. Gestion du risque et instruments financiers

Tel que décrit dans le rapport annuel et les états financiers audités de la Corporation en date du 31 mars 2018, les instruments financiers que détient la Corporation l'exposent au risque de crédit, au risque de marché et au risque de liquidité. La section qui suit décrit les risques les plus importants associés aux instruments financiers de la Corporation et la façon dont celle-ci gère son exposition aux risques.

a) Risque de crédit

Il s'agit du risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Ce risque est principalement associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie et aux créances des acheteurs étrangers de la Corporation. La valeur comptable des actifs financiers figurant dans les états financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La Corporation investit ses fonds excédentaires pour toucher des produits financiers en vue de maintenir le principal et de fournir suffisamment de liquidités pour répondre à ses besoins de trésorerie. La Corporation réduit au minimum son exposition au risque de crédit découlant du placement de la trésorerie et équivalents de trésorerie en respectant sa politique en matière de placement, laquelle prévoit des mécanismes de placement approuvés par le Conseil d'administration et des limites de portefeuille. La Corporation investit des fonds de trésorerie et équivalents de trésorerie dans des dépôts à vue et des placements temporaires très liquides qu'elle effectue auprès d'une banque à charte canadienne. Les placements doivent maintenir les cotes de solvabilité aux seuils ou au-dessus des seuils définis par au moins deux des agences énumérées ci-dessous :

- Cote de Moody's : P1
- Cote de Standard and Poor's (S&P) : A1
- Cote de Dominion Bond Rating Service (DBRS) : R1 (faible)

Créances

La Corporation atténue généralement le risque de crédit lié aux créances provenant des exportations par l'entremise des contrats domestiques conclus avec les exportateurs canadiens. L'atténuation est effectuée au moyen d'un mécanisme de crédit adossé selon lequel les exportateurs sont payés lorsque la Corporation a reçu le paiement correspondant des acheteurs étrangers. Lorsqu'un acheteur étranger bénéficie d'une cote de crédit AAA par des agences d'évaluation du crédit reconnues, la Corporation peut accepter de payer l'exportateur canadien avant la réception du paiement de l'acheteur étranger s'exposant ainsi à un risque de crédit. Avec une cote de crédit AAA, le risque de crédit est considéré atténué et acceptable. Durant la période de six mois se terminant le 30 septembre 2018, 4 % (4 % au 31 mars 2018) des créances de la Corporation provenaient d'acheteurs étrangers ayant une cote de crédit AAA.

L'exposition maximale au risque de crédit pour les créances par région géographique se répartit comme suit :

	30 septembre 2018		31 mars 2018
Asie *	1 747 969	\$	1 147 480
États-Unis	68 736		43 319
Amérique centrale et Caraïbes	22 914		5 096
Amérique du Sud	13 931		7 732
Canada	5 079		3 399
Afrique	1 302		3 451
Europe	894		2 235
	1 860 825	\$	1 212 712

(*) Inclu le Moyen-Orient

Le profil d'échéance des créances de la Corporation était le suivant :

	30 septembre 2018		31 mars 2018
< 1 an	1 859 871	\$	1 211 825
> 1 an et < 3 ans	954		887
	1 860 825	\$	1 212 712

Les créances sont considérées comme étant en souffrance quand le payeur n'a pas versé la somme due avant la date d'échéance prévue par le contrat. Le classement chronologique des créances en souffrance de la Corporation était le suivant :

	30 septembre 2018		31 mars 2018
< 30 jours	180 933	\$	5 229
> 30 jours et < 180 jours	705 679		8 048
> 180 jours	7 538		1 021
	894 150	\$	14 298

L'augmentation importante sur les créances en souffrance est principalement attribuable à l'augmentation d'activités du contrat PBB. Étant donné que le contrat est maintenant en phase de livraison, l'écart temporaire entre la facturation et le recouvrement des créances peut causer des variations significatives sur les montants comparatifs d'une période à l'autre. La Corporation considère que tous les comptes en souffrance sont entièrement recouvrables.

Garanties

Les garanties commerciales mises en gage par les exportateurs canadiens dans le cas improbable d'un manquement contractuel, étaient les suivantes :

	30 septembre 2018		31 mars 2018	
Retenues de garantie	5 941	\$	5 927	\$
Cautions de sociétés mères	14 274 757	\$	14 414 241	\$

Les montants susmentionnés se rapprochent de la juste valeur des garanties retenues.

b) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les futurs flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Il comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et autres risques de prix. La Corporation n'est pas exposée aux risque de change, risque de taux d'intérêt ou autres risques de prix significatifs. La Corporation n'a aucun instrument financier dérivé important ou dérivé incorporé devant être comptabilisé comme un actif ou un passif dans l'état de la situation financière.

c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier.

La Corporation réduit au minimum le risque de liquidité en respectant sa politique en matière de placement, laquelle prévoit des mécanismes de placement des fonds de trésorerie et équivalents de trésorerie dans des dépôts à vue et des placements temporaires très liquides qu'elle effectue auprès d'une institution financière canadienne afin de répondre à ses obligations financières en temps opportun.

Une demande d'indemnisation potentielle suite à un manquement sur ses obligations contractuelles pourrait créer un risque de liquidité pour la Corporation. Afin d'atténuer ce risque, la Corporation dispose d'un recours contractuel, découlant, à tous les égards importants, des obligations prévues dans les contrats réciproques avec les exportateurs canadiens à même valeur que les contrats de maître d'œuvre. En outre, pour atténuer davantage son exposition au risque de liquidité global suite à des manquements contractuels, la Corporation peut aussi, selon les résultats de sa vérification préalable, exiger des garanties commerciales, y compris des retenues de garantie, des garanties bancaires, des cautions, des cautions de la société mère, des cessions d'indemnités d'assurance, des privilèges sur biens, des garanties personnelles et des espèces des actionnaires placées en fiducie auprès de la Corporation.

Aux termes des modalités des contrats, les paiements aux exportateurs canadiens ne sont généralement pas faits avant la réception du paiement des acheteurs étrangers et de ce fait n'expose pas la Corporation à un risque de liquidité.

La *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* permet à la Corporation d'emprunter auprès du Trésor ou de conclure d'autres arrangements de crédit ou des indemnités avec d'autres sources pour un montant ne dépassant pas 90,0 millions de dollars.

La Corporation a une marge de crédit renouvelable lui donnant accès à des fonds de l'ordre de 40,0 millions de dollars canadiens (40,0 millions de dollars au 31 mars 2018) ou l'équivalent américain. L'endettement dans le cadre de cette entente est non sécurisé, et ce mécanisme de crédit ne comporte aucune date d'expiration. Au 30 septembre 2018, un prélèvement de 0,4 millions de dollars était présent sur cette marge de crédit (14,2 millions de dollars au 31 mars 2018).

Créditeurs et charges à payer

Les créiteurs et charges à payer sont exigibles selon les conditions normales de commerce. Le profil d'échéance des créiteurs et charges à payer de la Corporation était le suivant :

	30 septembre 2018	31 mars 2018
< 1 an	1 849 703 \$	1 191 322 \$
	1 849 703 \$	1 191 322 \$

Étant donné la nature adossée des contrats de la CCC, les soldes de créiteurs sont liés avec les montants correspondants dans les créances présentées plus tôt dans cette note. Aucun contrat déficitaire n'a été relevé en date du 30 septembre 2018 et en date du 31 mars 2018.

8. Gestion du capital

L'objectif de la Corporation à l'égard du capital est de préserver et de renforcer son capital au moyen d'une gestion prudente des risques. Ceci, auquel s'ajoute la mise en œuvre de stratégies pour optimiser les excédents opérationnels, garantit la disponibilité de capital pour faciliter les investissements dans les ressources humaines et les processus et pour atténuer toutes pertes possibles liées au risque opérationnel, au risque de rendement et au risque de crédit.

Les stratégies clés utilisées par la Corporation pour gérer son capital incluent: le contrôle des dépenses de remédiation de contrats; le maintien d'un équilibre entre une croissance avisée et les charges d'exploitation; la réduction au minimum de l'exposition au risque de change; l'optimisation des produits d'intérêts. La Corporation peut être tenue de retourner au Gouvernement du Canada toute partie du capital considérée excédentaire au montant nécessaire pour les fins pour lesquelles la Corporation a été constituée.

L'apport en capital de la Corporation se répartit comme suit :

	30 septembre 2018	31 mars 2018
Surplus d'apport	10 000 \$	10 000 \$
Bénéfices non repartis	13 716	13 571
	23 716 \$	23 571 \$

9. Opérations commerciales, frais de service, autres produits et opérations liées aux services d'approvisionnement

La Corporation facilite la vente de biens et services canadiens à des acheteurs étrangers, y compris des gouvernements, des organismes internationaux et d'autres acheteurs, et tire des produits découlant des opérations commerciales liées aux contrats de maître d'œuvre, des frais de service et d'autres produits. La Corporation réalise également des services d'approvisionnement à l'appui des programmes d'aide internationaux du gouvernement.

Le profil par région géographique pour les périodes de trois et six mois se terminant le 30 septembre s'établit comme suit :

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre					
	2018			2017		
	Produits*	Opérations liées aux services d'approvision- nement	Total	Produits*	Opérations liées aux services d'approvision- nement	Total
Asie **	337 602 \$	3 977 \$	341 579 \$	321 569 \$	4 732 \$	326 301 \$
États-Unis	166 059	-	166 059	196 510	1	196 511
Amérique Centrale et Caraïbes	110 574	54	110 628	81 798	785	82 583
Afrique	28 990	827	29 817	3 613	338	3 951
Europe	33 205	-	33 205	2 131	-	2 131
Amérique du sud	3 810	-	3 810	278	-	278
Canada	591	550	1 141	507	4 612	5 119
Australie	-	-	-	24	-	24
	680 831 \$	5 408 \$	686 239 \$	606 430 \$	10 468 \$	616 898 \$

* Les produits comprennent les produits découlant des opérations commerciales, les frais de service et les autres produits.

** Inclu Moyen-Orient

Pour les six mois terminés le 30 septembre

	2018			2017		
	Produits*	Opérations liées aux services d'approvisionnement	Total	Produits*	Opérations liées aux services d'approvisionnement	Total
Asie **	668 150 \$	4 203 \$	672 353 \$	646 736 \$	5 590 \$	652 326 \$
États-Unis	327 824	-	327 824	367 162	1	367 163
Amérique Centrale et Caraïbes	211 371	108	211 479	201 185	785	201 970
Afrique	46 924	2 707	49 631	11 145	1 732	12 877
Europe	40 880	-	40 880	3 604	9	3 613
Amérique du sud	9 142	-	9 142	10 477	-	10 477
Canada	1 842	1 210	3 052	1 265	7 353	8 618
Australie	-	-	-	97	-	97
	1 306 133 \$	8 228 \$	1 314 361 \$	1 241 671 \$	15 470 \$	1 257 141 \$

* Les produits comprennent les produits découlant des opérations commerciales, les frais de service et les autres produits.

** Inclu Moyen-Orient

10. Produit financiers, nets

Pour les périodes de trois et six mois se terminant le 30 septembre, la Corporation a enregistré des produits et des coûts financiers pour les instruments financiers suivants :

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Actifs financiers				
Produits financiers de la trésorerie et équivalents de trésorerie	249 \$	219 \$	386 \$	416 \$
Passifs financiers				
Coûts financiers des créditeurs et autres passifs	(76)	(55)	(155)	(93)
	173 \$	164 \$	231 \$	323 \$

11. Frais d'administration

Les frais d'administration pour les périodes de trois et six mois se terminant le 30 septembre comprennent :

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Rémunération du personnel et charges connexes	4 872 \$	5 036 \$	10 027 \$	10 211 \$
Services de gestion des contrats	662	675	1 323	1 350
Frais de déplacement et accueil	383	397	944	870
Loyer et frais connexes	373	509	808	917
Consultants	329	518	703	979
Logiciels, matériel informatique et soutien	65	63	464	487
Communications	95	132	240	297
Amortissement	113	113	226	221
Autres charges	96	95	250	372
	6 988 \$	7 538 \$	14 985 \$	15 704 \$

12. Crédit parlementaire

Aucun crédit parlementaire n'a été consenti par le Parlement du Canada depuis la fin de l'exercice du 2016-2017.

13. Opérations entre parties liées

La Corporation est liée, pour ce qui est de la propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Elle participe à des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités selon les mêmes modalités qui s'appliquent aux parties non liées et par conséquent, ces opérations se rapprochent de leur juste valeur.

14. Garanties

Dans son rôle de maître d'œuvre, la Corporation a l'obligation contractuelle d'exécuter les contrats conclus avec des acheteurs étrangers et de veiller à ce que les modalités contractuelles soient respectées, quelle que soit le rendement de l'exportateur canadien. La Corporation doit également exécuter des obligations contractuelles liées aux services d'approvisionnement à l'appui des programmes d'aide internationaux du gouvernement.

La valeur totale du portefeuille de contrats de maître d'œuvre et opérations liées aux services d'approvisionnement qui restait à exécuter était la suivante :

	30 septembre 2018		31 mars 2018
< 1 an	4 584 906	\$	4 120 254 \$
> 1 an et < 3 ans	6 187 548		5 166 214
> 3 ans et < 5 ans	3 379 011		4 449 648
> 5 ans	929 998		1 390 006
Valeur totale du portefeuille de contrats	15 081 463	\$	15 126 122 \$

Pour la période de six mois se terminant le 30 septembre 2018, la valeur des contrats et modifications signés et entrés en vigueur, représentant les montants contractuels à exécuter, s'élevait à 697,9 millions de dollars (546,8 millions de dollars au 30 septembre 2017).